Initiatives parlementaires

actuelle. La destruction sauvage de la terre natale d'un peuple est non seulement irresponsable sur le plan de l'environnement, mais elle viole la Déclaration internationale des droits de l'homme.

Les forêts humides sont détruites pour divers motifs. D'abord, pour des motifs économiques, qui reposent souvent sur des politiques inadéquates. Le Canada n'est d'ailleurs pas innocent à cet égard. Ainsi, un bon nombre des prétendus projets de développement mis en oeuvre dans les forêts tropicales humides ont été des désastres pour l'environnement et de véritables tragédies sociales. À titre d'exemple, le barrage Balbina, au Brésil, a noyé 2 400 kilomètres carrés de forêt tropicale humide primitive et a délogé de leur terre natale le tiers des Indiens Waimiris-Atroaris. Pourtant, aucun kilowatt ne sera produit par ce barrage, parce qu'en raison des erreurs de levés, il ne sera pas possible de remplir le réservoir jusqu'à un niveau suffisant.

Le Canada peut contribuer à améliorer cette situation de diverses manières. Notre pays est membre de la Banque mondiale et des autres banques multilatérales de développement qui financent nombre des projets de développement qui conduisent à la destruction des forêts tropicales humides. Nous devons nous sentir responsables de ce problème mondial. Nous pourrions, par exemple, légiférer, afin d'interdire l'importation de bois dur des forêts tropicales. L'Autriche est l'un de ces pays qui ont mis en oeuvre de telles politiques. L'Australie songe à en adopter de semblables.

Ailleurs, ce sont d'autres niveaux de gouvernement, les municipalités, par exemple, qui adoptent des règlements interdisant l'utilisation du bois d'oeuvre des forêts tropicales dans les contrats exécutés pour le gouvernement. En Allemagne de l'Ouest, 30 conseils locaux et le gouvernement central ont adopté des mesures en vue d'empêcher l'utilisation du bois provenant des forêts humides. Quarante pour cent des municipalités hollandaises ont des règlements similaires.

Quand le Canada participe à l'exécution de projets de développement à l'étranger, il serait important que des évaluations environnementales soient réalisées avant que des fonds ne soient débloqués pour les financer. Ces évaluations devraient être obligatoires pour tous les projets financés par l'ACDI. Elles devraient aussi être exigées par toutes les banques de développement qui se financent notamment grâce à la quote-part du Canada.

Le Canada peut intervenir de bien des façons et adopter diverses politiques à cet égard. Il serait important, à mon avis, que le Canada organise une conférence réunissant des responsables d'ONG environnementales, des fonctionnaires et des politiciens qui élaboreraient des politiques obligeant les Canadiens à agir de manière à

préserver les forêts tropicales humides, au lieu de les détruire.

Comme je l'ai mentionné au début de mon intervention, ces mesures ne visent pas uniquement la survie des autochtones des pays du tiers monde, qui doivent avoir leur mot à dire concernant les projets financés et entrepris dans leurs pays. Elles visent également le bien-être et le progrès des Canadiens, mais aussi des citoyens du monde entier.

[Français]

M. Charles-Eugène Marin (Gaspé): Monsieur le Président, la question des forêts tropicales, telle que soulevée par la députée de Northumberland, est un sujet d'une portée cruciale, et le gouvernement du Canada s'en préoccupe depuis un certain temps déjà. Parmi les nombreux facteurs qui menacent notre environnement, la dégradation et la disparition des forêts est un des sujets qui retient le plus d'attention de la part de la communauté internationale, car il s'agit d'un phénomène d'envergure planétaire.

Monsieur le Président, les forêts couvrent près du tiers de la surface émergée de la terre et le rôle qu'elles jouent dans le soutien de la vie sur la planète est majeur. Elles fournissent à l'humanité des matériaux de construction, de la nourriture, des plantes fourragères, de nombreuses plantes médicinales, et surtout le bois de feu pour la cuisson et le chauffage.

Les forêts jouent également un rôle essentiel dans le processus écologique: elles stabilisent le sol contre l'érosion que causent l'eau et le vent; elles diminuent les risques d'inondation en absorbant le surplus d'eau; elles renouvellent l'air en y apportant de l'oxygène; elles récupèrent l'humidité et elles servent d'abri aux personnes et aux animaux.

• (1720)

Les répercussions de la perte grandissante du couvert forestier sont très graves. L'érosion des sols entraîne une baisse de productivité des terres; les pertes en bois de feu réduisent l'approvisionnement en énergie; la menace d'extinction qui pèse sur environ 50 p. 100 des espèces végétales et animales, y compris diverses souches médicinales, provoque une réduction du patrimoine génétique. La perte d'arbres diminue la capacité de la forêt de tempérer le climat de la planète en recyclant l'humidité et suscite un changement climatique.

Bien qu'il s'agisse d'un phénomène global, monsieur le Président, la situation est encore plus grave dans les régions tropicales, car les pressions économiques et démographiques forcent les populations à exploiter et à convertir les sols forestiers pour les utiliser à des fins, surtout agricoles, domestiques et commerciales. Ces pratiques abusives nuisent au développement durable des